

RESTRUCTURATION D'UNE ECOLE PUBLIQUE
23 Route de l'Hermenault
85570 POUILLE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P

MAITRE D'OUVRAGE

COMMUNE DE POUILLE

51 Route de Fontenay

85570 POUILLE



ARCHITECTE

Valérie RAVAUX PREZEAU

Haras Céline

85580 TRIAIZE

BET FLUIDES

FIB

66, Impasse Jean Mouillade

85000 LA ROCHE SUR YON



ECONOMISTE – MAITRE D'ŒUVRE

M.S.B Sarl

Rue du Pinay - B.P. 60 211

85100 LES SABLES D'OLONNE



SOMMAIRE

1 - LE MARCHÉ

- ARTICLE 1.1 - Objet du marché
- ARTICLE 1.2 - Procédure de passation
- ARTICLE 1.3 - Décomposition en lots
- ARTICLE 1.4 - Travaux intéressant "la défense" - Obligation de discrétion
- ARTICLE 1.5 - Contrôle des prix de revient
- ARTICLE 1.6 - Maître d'ouvrage
- ARTICLE 1.7 - Maîtrise d'œuvre
- ARTICLE 1.8 - Maîtrise de chantier
- ARTICLE 1.9 - Contrôle Technique
- ARTICLE 1.10 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

- ARTICLE 3.1 - Délais d'exécution des travaux
- ARTICLE 3.2 - Calendrier prévisionnel d'exécution
- ARTICLE 3.3 - Prolongation des délais d'exécution propre aux différents lots
- ARTICLE 3.4 - Pénalités - Primes d'avance
- ARTICLE 3.5 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- ARTICLE 3.6 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

4 - SOUS-TRAITANCE

5 - APPLICATION DE LA TVA

6 - VARIATION DANS LES PRIX

- ARTICLE 6.1 - Variation dans les prix

7 - MODALITES DE PAIEMENT

- ARTICLE 7.1 - Répartition des paiements
- ARTICLE 7.2 - Paiements
- ARTICLE 7.3 - Dématérialisation des paiements

8 - AVANCE FORFAITAIRE

9 - RETENUE DE GARANTIE

10 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX OU PRODUITS

- ARTICLE 10.1 - Provenance des matériaux et produits
- ARTICLE 10.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- ARTICLE 10.3 - Caractéristiques - Qualité - Vérifications - Essais et épreuves des matériaux et produits
- ARTICLE 10.4 - Prise en charge - Manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

11 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

- ARTICLE 11.1 - Piquetage général
- ARTICLE 11.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

12 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- ARTICLE 12.1 - Période de préparation - Programme exécution des travaux
- ARTICLE 12.2 - Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages
- ARTICLE 12.3 - Echantillons - Notices techniques - Procès-verbaux d'agrément
- ARTICLE 12.4 - Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers
- ARTICLE 12.5 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur
- ARTICLE 12.6 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé
- ARTICLE 12.7 - Dépenses de fonctionnement – Compte-prorata

13 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- ARTICLE 13.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- ARTICLE 13.2 - Réception
- ARTICLE 13.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage
- ARTICLE 13.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- ARTICLE 13.5 - Documents fournis après exécution

14 - ASSURANCES

15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

1 - LE MARCHÉ

ARTICLE 1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la **catégorie 1** au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993) ; et concernent :

RESTRUCTURATION DE L'ÉCOLE PUBLIQUE 23 Route de l'Hermenault – 85570 POUILLE

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

La présente consultation ne comporte pas de tranches et les variantes ne sont pas autorisées.

A défaut d'indication dans l'imprimé ATTRI 1 du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites en MAIRIE de POUILLE jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

ARTICLE 1.2 – PROCEDURE DE PASSATION

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application de l'article L 2123-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 1.3 - DECOMPOSITION EN LOTS

Les travaux seront répartis en 15 lots désignés ci-après traités par marchés séparés :

- * LOT N° 00 - DESAMIANTAGE - PLOMB
- * LOT N° 01 - V.R.D – DEMOLITION
- * LOT N° 02 - GROS ŒUVRE
- * LOT N° 03 - CHARPENTE BOIS
- * LOT N° 04 - COUVERTURE TUILES – ZINGUERIE
- * LOT N° 05 - ETANCHEITE
- * LOT N° 06 - SERRURERIE
- * LOT N° 07 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- * LOT N° 08 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- * LOT N° 09 - CLOISONS – PLAFONDS
- * LOT N° 10 - REVETEMENTS DE SOLS SCELLES
- * LOT N° 11 - PEINTURE
- * LOT N° 12 - NETTOYAGE
- * LOT N° 13 - ELECTRICITE
- * LOT N° 14 - CHAUFFAGE – VENTILATION - PLOMBERIE

ARTICLE 1.4 – TRAVAUX INTERESSANT LA "DEFENSE" - OBLIGATION DE DISCRETION

SANS OBJET

ARTICLE 1.5 - CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

SANS OBJET

ARTICLE 1.6 – MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cadre de cette opération, la maîtrise d'ouvrage sera assurée par :

COMMUNE DE POUILLE - MAIRIE

51 Route de Fontenay – 85570 POUILLE

ARTICLE 1.7 - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre et la maîtrise de chantier seront assurées par la

Cabinet Valérie RAVAUX

Haras Céline

85570 TRIAIZE

ARTICLE 1.8 – MAITRISE DE CHANTIER

Le maître de chantier désigné est le

Cabinet M.S.B Sarl

Rue du Pinay

Olonne Sur Mer

85340 LES SABLES D'OLONNE

Représenté par Monsieur Antonio BOUGRA

ARTICLE 1.9 – CONTROLE TECHNIQUE

Le bureau de contrôle technique désigné par le maître de l'ouvrage est

APAVE

Rue Jacques Yves Cousteau

85000 LA ROCHE SUR YON

ARTICLE 1.10 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (S.P.S)

La mission de coordination assurée pendant les phases conception et réalisation des travaux, par le coordonnateur SPS désigné par le maître de l'ouvrage est le :

APAVE

Rue Jacques Yves Cousteau

85000 LA ROCHE SUR YON

2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux et conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021, la liste ci-dessous énumère par ordre de priorité les pièces contractuelles constituant le marché.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues de l'entrepreneur

1 - Les pièces particulières sont :

- le règlement de consultation
- l'ATTRI 1
- le CCAP
- le CCTP
- le DPGF
- planning prévisionnel
- le mémoire technique
- plans architectes
- P.G.C

2 – Les pièces générales sont :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 modifié et conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n° 71-124 du 8 novembre 1971 modifié.

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

3 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

ARTICLE 3.1 - DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à **13 mois + 1 mois de préparation, hors congés**

Le calendrier précis des travaux qui sera établi au cours de la période de préparation par le maître d'œuvre définira les délais d'exécution de chaque lot ainsi que les tâches critiques.

Le délai d'exécution court à partir de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 3.2 - CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au présent D.C.E.

ARTICLE 3.3 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application du premier alinéa du 19.2.3 de l'article 19 du C.C.A.G conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **8 jours** et fera l'objet de constats contradictoires entre le maître d'œuvre et le représentant de l'entrepreneur prévu au 3.4.1 du CCAG conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

<u>Nature du phénomène</u>	<u>Intensité limite</u>	<u>Durée</u>
Pluie	+10 mm	entre 6 h 00 et 18 h 00
Vent	60 km/h	
Gel	-0°C	sur + 5 jours
Neige	10 cm	en 24 h 00
Verglas	impossibilité	de transports

Les intensités limites seront déterminées par la station météorologique la plus proche.

ARTICLE 3.4 - PENALITES - PRIMES D'AVANCE – AUTRES PRIMES

3.4.1. Pénalités pour retard – Primes d'avance

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement avec le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Du simple fait de constatation par le maître de chantier et le maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours définis ci-dessus, l'entrepreneur encourt une retenue provisoire 300 € par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 20.1 du CCAG conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021.

3.4.2. Primes d'avance : *sans objet*

3.4.3 Pénalités diverses

Absence de protection sur les ouvrages et locaux adjacents (site occupé)

Dans le cas où l'entrepreneur ne met pas en place une protection sur les ouvrages et locaux adjacents (site occupé), le candidat serait astreint à payer sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard. Cette pénalité sera déduite sur le décompte des sommes dues au candidat.

Il ne sera pas fait application de l'article 20.4 du CCAG Travaux conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021

Absence ou retard au rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra frappée, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité de 100 € par absence

Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence et entraînera une pénalité de 75 €.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif de chaque lot.

Absence de réponses aux demandes du coordonnateur santé-sécurité

L'entrepreneur devra travailler conjointement avec le coordonnateur santé sécurité, retenu par le maître d'ouvrage, à la mise au point des documents de sécurité de chantier et du dossier à remettre au maître d'ouvrage pour l'exploitation des locaux.

Une retenue provisoire de 40 € par jour calendaire de retard et par entreprise sera appliquée, dans les conditions prévues à la remise, au coordonnateur santé sécurité, des documents nécessaires à la constitution du D.I.UO.

L'entrepreneur devra se conformer aux observations et aux ordres qui pourront être contenus dans le procès-verbal du coordonnateur ou qui pourront lui être adressé par voie postale. Pendant le déroulement du chantier, en cas de non réalisation des prestations demandées ou de non remise des documents demandés par le coordonnateur, l'entrepreneur subira une pénalité de 100 € par jour calendaire.

RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION ET DANS LA PRESENTATION D'ECHANTILLONS

En cas de retard dans la remise de documents à fournir en cours d'exécution et d'échantillons (le délai ayant été fixé conjointement entre le maître d'œuvre et l'entreprise dans le cadre du compte-rendu de chantier), une pénalité de 100 € par jour calendaire sera appliquée

ARTICLE 3.5 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le maître de l'ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité de 50 € par jour de retard.

ARTICLE 3.6 - DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du CCAG conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021 et pour la constitution du D.I.U.O, une retenue égale à 5 % du montant du lot considéré est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

4 - SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur. (Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975).

A cet effet, il présentera le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant les pièces nécessaires à l'évaluation des capacités techniques et financières du sous-traitant. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 10.9 ci-dessous, résiliation du marché.

5 - APPLICATION DE LA TVA

Le taux de la tva à appliquer est celui en vigueur à la date de signature du marché.

6 - VARIATION DES PRIX

ARTICLE 6.1 - VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées par les stipulations ci-après.

6.1.1 - Les prix sont fermes, actualisables et non révisibles suivant les modalités fixées au 6.1.4 à 6.1.6 ci-après

6.1.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du premier jour du mois de la date limite de remise des offres, appelé mois zéro.

6.1.3 - Choix des index de référence par lot

Corps d'état	Index
01 – V.R.D Démolition	80% TP 03a + 20% TP 09
02 – Gros Oeuvre	BT 03
03 – Charpente bois	BT 16b
04 - Couverture tuiles - Zinguerie	BT 32
05 – Etanchéité	BT 53
06 - Serrurerie	BT 42
07 – Menuiseries aluminium	BT 43
08 – Menuiseries intérieures	BT 18a
09 – Cloisons Plafonds	BT 08
10 – Revêtements de sols scellés	BT 09
11 – Peinture	BT 46
12 - Nettoyage	BT 01
13 – Electricité	BT47
14 – Chauffage – Ventilation - Plomberie	10% BT 41 + 75% BT 40 + 15% BT 38

6.1.4 - Modalités d'actualisation des prix fermes

L'actualisation est effectuée par application au prix de chacun des lots d'un coefficient donné par la formule $C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$ dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du lot considéré sous réserve que le mois "d" du début du délai contractuel d'exécution soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

6.1.5 – Révisions de prix provisoires – **SANS OBJET** -

6.1.6 – Révisions de prix

SANS OBJET

6.1.7 – Dérogation d'application des clauses d'actualisation et de révisions de prix

Par dérogation aux dispositions de 20.1.4 du CCAG conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021, l'actualisation et la révision de prix ne s'appliqueront pas aux indemnités, pénalités, retenues et primes qui seraient éventuellement appliquées dans le présent marché.

7 - MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7.1 – DELAI DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L 2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 7.2 - PAIEMENTS

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le numéro et l'objet du marché ainsi que le numéro du bon de commande donné au début de chaque exercice comptable
- ◆ les coordonnées complètes du créancier
- ◆ les coordonnées bancaires
- ◆ les livraisons effectuées et les prestations exécutées
- ◆ la date de livraison ou d'exécution des prestations
- ◆ le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG-FCS
- ◆ le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant
- ◆ le montant total des prestations
- ◆ les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché
- ◆ en cas de groupement conjoint pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- ◆ en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC

ARTICLE 7.3 – DEMATERIALISATION DES PAIEMENTS

La facturation en ligne sera utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plate-forme chorus-pro.gouv.fr

La facturation en ligne est obligatoire pour les micro-entreprises au 1^{er} janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation (chorus-pro) est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de donnée informatisé).

Explications et précisions sur la facturation en ligne :

Les factures électroniques devront être transmises via le portail Chorus Pro selon les obligations des entreprises.

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-1 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Chaque facture indiquera le code d'identification du service en charge du paiement et le numéro du bon de commande.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmettra à la mairie (service comptabilité), des acomptes mensuels par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le projet de décompte final sera remis à la mairie après la notification du procès-verbal de réception des travaux.

8 – AVANCE FORFAITAIRE

Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles L2191 et R2191-3 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

9 – RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

10 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX OU PRODUITS

ARTICLE 10.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

ARTICLE 10.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

SANS OBJET

ARTICLE 10.3 - CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

10.3.1 - Le C.C.T.P définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G conformément à l'arrêté du 30 Mars 2021 et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

10.3.2 - Le C.C.T.P précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

10.3.3 - Le Maître d'Œuvre, avec l'accord préalable du maître d'ouvrage, peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- * s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées,
- * s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 10.4 - PRISE EN CHARGE - MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE

SANS OBJET

11 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 11.1 - PIQUETAGE GENERAL

L'implantation générale des bâtiments et des voiries est réalisée par le titulaire du lot GROS ŒUVRE/VRD. Sa rémunération prévue à l'ATTRI 1 comprend ces frais.

Avant de débiter le travail, chaque entrepreneur devra signaler, par écrit au maître d'œuvre toute erreur qui aurait pu être commise sur les plans et il est tenu de demander toutes les vérifications qu'il juge nécessaires.

Aucune réclamation ne sera admise une fois le piquetage effectué.

ARTICLE 11.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Si des ouvrages ou canalisations enterrés se trouvent au droit ou au voisinage de travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué dans les mêmes conditions fixées au C.C.T.P.

12 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 12.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME EXECUTION DES TRAVAUX

Il est procédé au cours de cette période aux opérations suivantes par les soins du titulaire :

- * établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période.
- * établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période. Il est accompagné du projet, d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

- * établissement et remise au maître d'œuvre des plans et spécifications à l'usage du chantier nécessaire pour le début des travaux suivant les conditions prévues à l'article 12.2 ci-après.

ARTICLE 12.2 - DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES OUVRAGES

Les documents ci-après nécessaires à l'exécution des ouvrages sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire seront soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Dans le cadre de la loi du 4/1/1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique dont le nom est mentionné à l'article 1.8 du présent C.C.A.P. ; celui-ci donnera son avis dans un délai de 8 jours

ARTICLE 12.3 - ECHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - P.V D'AGREMENT

Le Maître d'œuvre et bureau de contrôle indiquent aux entreprises leurs besoins.

Le Maître d'Œuvre ou de chantier fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V d'agrément.

Ces échantillons seront fournis gratuitement. Les candidats non retenus pourront récupérer les échantillons à leurs frais, dans un délai de 1 mois, à compter de la notification de la décision de rejet de leur offre.

Le candidat retenu devra fournir des produits identiques aux échantillons pendant toute la durée du marché. A cet effet, un échantillon de chaque produit du candidat retenu sera conservé par le maître d'oeuvre et servira d'objet témoin en cas de contestation sur la qualité des produits en cours d'exécution du marché. »

ARTICLE 12.4 - ORGANISATION - HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection....), ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

Le candidat mettra en place des mesures de protection des zones de productions.

12.4.1 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (S.P.S)

A - PRINCIPES GENERAUX

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur S.P.S

B - AUTORITE DU COORDONNATEUR S.P.S

Le coordonnateur S.P.S doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave (s) et imminent (s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement....), le coordonnateur S.P.S doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S, sont également consignées dans le Registre Journal.

C - MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S

- 1 - Libre accès du coordonnateur S.P.S : le coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.
- 2 - Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S :

- * tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S,
- * la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- * dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- * les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats,
- * tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.;
- * la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S et les intervenants, définies dans le document visé aux articles 1.5 à 1.8 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S :

- * de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet,
- * de son/ses intervention (s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.)

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S devra être soumis au Maître d'Ouvrage, par écrit. A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - NOTICE EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

La notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

E - OBLIGATION DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

ARTICLE 12.5 - GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR

Dans le cas d'une défaillance d'un entrepreneur ou d'une résiliation d'un marché de travaux, le maître d'œuvre désignera un soumissionnaire ou un entrepreneur titulaire des autres lots pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la notification d'un nouveau marché auprès d'un nouvel entrepreneur. Il sera fait l'application des articles 47 et 49 du CCAG.

ARTICLE 12.6 - SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

SANS OBJET

ARTICLE 12.7 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – COMPTE-PRORATA

Organisation et installation de chantier (voir P.G.C.S.P.S établi par le coordonnateur sécurité désigné par le Maître de l'Ouvrage).

Les dépenses d'énergie et de fluides utilisés par le chantier seront imputées au compte-prorata.

Les frais de branchement et les communications téléphoniques seront imputés au compte-prorata.

Les dépenses d'entretien, de nettoyage et d'évacuation des déchets non affectés à une entreprise par le C.C.T.P

seront imputées au compte-prorata.

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au CCTP et qui ne sont pas effectuées par les dispositions qui précèdent, sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » établi, géré et réglé par les entrepreneurs.

Une commission de 3 membres sera constituée à l'ouverture du chantier.

Dans cette répartition l'action du maître d'œuvre et du coordonnateur S.P.S se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où des entrepreneurs leur demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Les vols et les dégradations ne seront pris en charge, par le compte prorata, sous aucun prétexte et resteront sous la responsabilité des entreprises jusqu'à la livraison du chantier. Le solde du marché sera subordonné au solde préalable du compte-prorata pour chaque entreprise.

Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du Maître d'Œuvre, entre le Maître de l'Ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.

L'évacuation des déblais, gravois de structure, déchets et emballages, matériaux et matériels résultant des démolitions sont enlevés et évacués aux décharges publiques par les soins et aux frais de l'entrepreneur chargé du lot concerné.

13 - CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

ARTICLE 13.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôle des ouvrages ou parties d'ouvrages prévues par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P sont assurés conformément à l'article 10.3 du C.C.A.P.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

ARTICLE 13.2 - RECEPTION

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G et conformément au décret du 30 Mars 2021. :

- * la réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- * l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G et conformément au décret du 30 Mars 2021

ARTICLE 13.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES O U PARTIE D'OUVRAGE

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 13.4 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

SANS OBJET

ARTICLE 13.5 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Il sera fait application de l'article 29 du CCAG Travaux et conformément au décret du 30 Mars 2021

14 - ASSURANCES

Le titulaire du marché devra justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, de la signature du marché, puis en cours d'exécution des travaux, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché. Le titulaire pourra notamment être amené pendant l'exécution de ce marché à déplacer du mobilier à l'intérieur de la salle : il devra donc être assuré en cas de dommages.

Le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants, devront également justifier au moyen d'une attestation, d'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux et au décret du 30 Mars 2021
- L'article 3.4.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles 20.1 et 20.4 du CCAG-Travaux et au décret du 30 Mars 2021
- L'article 13.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG -Travaux et au décret du 30 Mars 2021

Dressé par le Maître d'œuvre,